

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1957-1958.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1958.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1958.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1957-1958.

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1958.

Verslag van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van de Diensten van de Eerste-Minister voor het dienstjaar 1958.

Présents : MM. Pierre DE SMET, président; Ernest ADAM, BRIOT, le baron DE DORLODOT, DE MAERE, DOUTREPONT, JANSSEN, LACROIX, LEEMANS, LIGOT, MOLTER, PARMENTIER, Léon SERVAIS, VAN HOUTTE, VAN LAEYS, WIARD et HARMEGNIES, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Budget des Services du Premier Ministre qui nous est soumis se monte à la somme de 17.749.000 francs. Les prévisions du budget pour l'exercice 1957 représentaient un montant de 15.095.000 francs.

Au cours de son examen, la Commission a étudié surtout les questions suivantes : la solution définitive du problème des temporaires, l'occupation des chômeurs par les administrations communales, l'application de la loi sur le prélèvement, le recrutement des ingénieurs.

Agents de l'Etat.

Un commissaire rappelle ses interventions à propos d'une catégorie d'agents de l'Etat dont la situation n'est pas réglée. Il s'agit de ceux qui occupent des fonctions correspondant à un grade supérieur aux études faites mais qui exercent ces fonctions parfois depuis plus de 10 ans.

Il serait à son avis injuste de les rétrograder. Il demande au Premier Ministre s'il a réexaminé ce problème.

M. le Président fait remarquer qu'il existe une proposition portant le n° 228 de la session 1956-1957 et qui concerne ces situations.

R. A 5398.

Voir :

Document du Sénat :

5-VI (Session de 1957-1958) : Projet de loi.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De ons voorgelegde begroting van de Diensten van de Eerste-Minister beloopt 17.749.000 frank. De begrotingsramingen voor het dienstjaar 1957 bedroegen 15.095.000 frank.

Bij het onderzoek van de begroting heeft de Commissie vooral aandacht besteed aan : de definitieve oplossing van het probleem der tijdelijke Rijksambtenaren, de werkverschaffing door de gemeentebesturen, de toepassing van de heffingswet en de aanwerving van ingenieurs.

Rijksambtenaren.

Een lid herinnert aan zijn bemoeiingen voor een categorie van Rijksambtenaren wier toestand nog niet is geregeld, namelijk degenen die, soms reeds meer dan tien jaren, een hogere rang bekleden dan die welke met hun studies overeenstemt.

Hij acht het onbillijk ze terug te zetten, en vraagt aan de Eerste-Minister of hij het probleem aan een nieuw onderzoek heeft onderworpen.

De Voorzitter merkt op dat er hieromtrent een voorstel is dat het nummer 228 van de zitting 1956-1957 draagt.

R. A 5398.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-VI (Zitting 1957-1958) : Wetsontwerp.

L'auteur de cette proposition confirme ce qui a été dit par le premier intervenant et se rallie entièrement à son point de vue. Si le gouvernement règle la question dans le sens indiqué, il est tout disposé à retirer sa proposition.

M. le Premier Ministre répond qu'il faut trouver une solution.

Une première mesure a été prise qui consiste à maintenir le traitement de la fonction remplie pendant les années antérieures. Mais il convient de trouver à ces cas une solution définitive.

La Commission qui a été chargée de l'étude de la régularisation des temporaires pourrait être chargée de l'examen de ces cas et de faire rapport au Premier Ministre. Elle pourrait assumer sa nouvelle tâche d'ici quelques jours. Il s'agit souvent de cas d'espèce. En tout état de cause il n'y aurait pas lieu de faire subir des examens aux intéressés.

L'auteur de la proposition n° 228 suggère que celle-ci soit laissée en veilleuse. Il voudrait toutefois qu'un délai soit fixé à la Commission de régularisation.

Un membre croit qu'il faudra légiférer.

Un autre membre est d'avis qu'il faudra au moins un arrêté royal, sinon la Cour des Comptes pourrait refuser le visa.

M. le Premier Ministre promet de réexaminer cet aspect de la question.

Lorsqu'il aura ainsi revu cette question, il la règlera dans le plus court délai.

Une solution doit également être trouvée pour les agents temporaires occupés à la Reconstruction. Divers arrêtés ont déjà été pris qui permettent de les régulariser.

Un membre propose de conclure qu'en attendant, la proposition visée, ainsi que celle portant le n° 267 de la même session, soient maintenues à l'ordre du jour de la Commission.

M. le Premier Ministre se déclare d'accord.

Mise au travail des chômeurs par les communes, les provinces et les établissements publics.

Un membre soulève la question de l'emploi des chômeurs par les communes et il demande qu'elle soit revue en considérant qu'il y a présentement une certaine recrudescence du chômage. Il souligne qu'en 1957 ce sont les chômeurs de 60 ans et plus qui ont été occupés, tandis que les jeunes restaient inactifs.

M. le Premier Ministre donne les renseignements suivants à ce propos :

« La moyenne des chômeurs remis au travail dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 mars 1956 s'établit comme suit :

1951 : 11.011 unités;
1955 : 22.713 unités;
1956 : 9.790 unités;
1957 : 5.343 unités.

De indiener van dat voorstel bevestigt wat de eerste spreker heeft gezegd en is het volledig met hem eens. Indien de Regering het probleem in de aangewezen zin oplost, is hij bereid zijn voorstel in te trekken.

De Eerste-Minister antwoordt dat een oplossing moet worden gevonden.

Er is een eerste maatregel genomen : de wedde voor de tijdens de voorgaande jaren uitgeoefende betrekking wordt gehandhaafd. Voor deze gevallen behoort echter een definitieve oplossing te worden gevonden.

De Commissie die de regularisatie van de tijdelijke ambtenaren moest bestuderen, zou ermede belast kunnen worden deze gevallen opnieuw te onderzoeken en aan de Eerste-Minister verslag te doen. Zij zou met haar nieuwe taak over enkele dagen kunnen beginnen. Dikwijls gaat het hier om bijzondere gevallen. Van de betrokkenen zou in elk geval geen examen mogen worden afgenomen.

De indiener van het voorstel n° 228 stelt voor, het voorlopig te laten rusten. Toch wenst hij dat aan de regularisatiecommissie een termijn wordt gesteld.

Een lid acht een wet op dit gebied noodzakelijk.

Een ander lid denkt dat er ten minste een koninklijk besluit moet zijn, anders zal het Rekenhof misschien zijn visum weigeren.

De Eerste-Minister belooft dit aspect van de zaak opnieuw te onderzoeken.

Zodra het probleem herzien is, zal hij het binnen de kortst mogelijke tijd regelen.

Er moet een oplossing komen voor de tijdelijke ambtenaren van Wederopbouw. Er zijn reeds verscheidene besluiten genomen, die de mogelijkheid van regularisatie scheppen.

Tot besluit stelt een lid voor dat, in afwachting, het beoogde voorstel en het voorstel n° 267 van dezelfde zitting op de agenda van de Commissie gehandhaafd blijven.

De Eerste-Minister is het hiermede eens.

Werkverschaffing door de gemeenten, de provinciën en de openbare instellingen.

Een lid brengt de werkverschaffing door de gemeenten ter sprake en vraagt dit probleem te herzien in het licht van het feit dat de werkloosheid weer toeneemt. Hij merkt op dat, in 1957, vooral de werklozen van 60 jaar en ouder werden te werk gesteld, terwijl de jongeren zonder werk bleven zitten.

De Eerste-Minister verstrekt daaromtrent de volgende inlichtingen :

« Het gemiddelde aantal werklozen die in het kader van het ministerieel besluit van 20 Maart 1956 werden te werk gesteld, bedroeg :

in 1954 : 14.044 eenheden;
1955 : 22.713 eenheden;
1956 : 9.790 eenheden;
1957 : 5.343 eenheden.

» Ces chiffres indiquent clairement que le Gouvernement a constamment adapté au marché de l'emploi le fonctionnement du dispositif qu'il a mis en vigueur dès son arrivée au pouvoir.

» Si le chômage devait augmenter, ne fût-ce que durant une courte période, le Gouvernement permettrait aux communes de faire une plus large application de l'arrêté du 20 mars 1956. Déjà il a autorisé les communes atteintes par un chômage plus intense, en raison de la récession économique dans le secteur textile, à occuper un plus grand nombre de chômeurs pour l'exécution de leurs petits travaux. »

Un membre demande qu'on étende cette mesure à d'autres régions.

M. le Premier Ministre déclare que c'est bien dans le sens d'un élargissement que le Gouvernement compte agir.

Application de la loi sur le prélèvement.

Un membre soulève à ce propos la disposition prévue par l'article 13 de cette loi fixant le pourcentage de prélèvement et habilitant le Gouvernement de réduire ce taux en cas de changement de la conjoncture économique. Il y a des indices de récession. Ne convient-il pas de modifier ce pourcentage ?

Pour une partie du produit de la taxe de conjoncture une affectation sociale est prévue. Le même membre voudrait savoir quels seront les secteurs qui bénéficieront de ces moyens financiers.

Il voudrait aussi connaître quelle est l'affectation pour l'étude des questions économiques et scientifiques — quel est l'état d'avancement des travaux de la Commission qui a été constituée à ce sujet ?

**

M. le Premier Ministre répond qu'il n'est pas question actuellement de modifier le taux du prélèvement.

La taxe exceptionnelle de conjoncture, prévue par la loi du 12 mars 1957, doit être affectée, à concurrence de 30/55^e à des fins sociales et à concurrence de 25/55^e à des fins économiques d'intérêt général.

Le rendement de cette taxe a permis de payer le complément de 2.000 francs qui a été alloué aux pensionnés de vieillesse; aucune somme n'est destinée à l'Assurance Maladie-Invalidité.

Le produit de cette taxe est versé à un compte spécial à la Banque Nationale.

Pour ce qui est de la Commission des problèmes scientifiques et économiques, un premier rapport est à l'impression et sera sous peu communiqué aux membres du Parlement. Un deuxième est prêt et sa publication ne tardera pas.

Pour ce qui est de la répartition de crédits aux Instituts d'enseignement supérieur, le problème n'est pas facile à régler mais on l'étudie.

Une avance va être faite aux Universités ainsi qu'à l'École polytechnique de Mons.

» Deze cijfers tonen duidelijk aan dat de Regering het apparaat, dat zij bij de bewindoverneming heeft opgebouwd, voortdurend aan de eisen van de arbeidsmarkt heeft aangepast.

» Mocht de werkloosheid, al was het maar gedurende een korte tijd, toenemen, dan zou de Regering aan de gemeenten toestaan een ruimere toepassing te geven aan het besluit van 20 Maart 1956. Sommige gemeenten, die als gevolg van de economische verslapping in de textielsector meer door werkloosheid zijn getroffen, mogen reeds een groter aantal werklozen gebruiken om hun kleine werkjes te verrichten. »

Een lid wil deze maatregel tot andere streken uitgebreid zien.

De Eerste-Minister verklaart dat de Regering voornemens is de weg van de verruiming op te gaan.

Toepassing van de heffingswet.

Een lid verwijst in dit verband naar artikel 13 van de wet, dat het percentage van de heffing bepaalt en de Regering ertoe machtigt dit percentage bij verandering in de economische conjunctuur te verlagen. Er zijn tekenen die op een achteruitgang wijzen. Past het niet dit percentage nu te wijzigen ?

Voor een gedeelte van de opbrengst van de conjunctuurtaks wordt een sociale voorziening getroffen. Het lid wenst te vernemen welke sectoren van die financiële middelen zullen genieten.

Hij zou eveneens willen weten welk bedrag men heeft bestemd voor de bestudering van de economische en wetenschappelijke vraagstukken. Hoever staan de werkzaamheden van de Commissie die met dat doel is ingesteld ?

**

De Eerste-Minister antwoordt dat van een wijziging van het heffingspercentage thans geen sprake is.

De buitengewone conjunctuurtaks ingevoerd bij de wet van 12 Maart 1957, moet ten belope van 30/55^e voor sociale doeleinden en ten belope van 25/55^e voor economische doeleinden van algemeen belang worden aangewend.

Met de opbrengst van deze taks kon een supplement van 2.000 frank aan de ouderdomspensionneerden worden betaald; niets is bestemd voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De opbrengst wordt gestort op een speciale rekening bij de Nationale Bank.

Van de Commissie voor de wetenschappelijke en economische vraagstukken is een eerste verslag in druk, dat eerlang aan de leden van het Parlement zal worden rondgedeeld. Een tweede verslag is klaar en zal binnen korte tijd verschijnen.

De verdeling van de kredieten aan de instellingen van hoger onderwijs is geen gemakkelijke zaak, maar het probleem wordt bestudeerd.

De universiteiten en de Polytechnische School te Bergen hebben een voorschot ontvangen.

A la demande d'un membre, M. le Ministre des Finances rappelle que 25/55^{es} du produit global de la taxe de conjoncture seront destinés à des fins économiques. Ce montant global représente en ce moment 700 millions de francs environ.

Assurance maladie-invalidité.

En ce qui concerne l'Assurance Maladie-Invalidité, les mesures qui ont été prises dans le courant de 1957 ont eu une incidence heureuse sur sa situation financière.

D'après les derniers chiffres connus, l'Assurance maladie accusera un boni pour l'année 1957. Par contre un mali subsistera pour la Caisse Nationale d'Invalidité qui ne pourra être complètement compensé par le boni de l'Assurance maladie. Toutefois, on est en droit d'escompter que, pour l'ensemble de l'Assurance Maladie-Invalidité l'équilibre financier pourra être rétabli à brève échéance, à moins d'événements fortuits.

M. le Premier Ministre rappelle que le crédit de 500 millions de francs qui avait été prévu au projet de budget pour l'exercice 1957, avait été supprimé pour des raisons d'économies. Mais, en raison de l'épidémie de grippe asiatique, une somme de 300 millions de francs a dû être réinscrite au feuillet des crédits supplémentaires.

Recrutement des ingénieurs.

Une solution est intervenue, mais le Gouvernement a décidé en outre que la copie des diplômes ne sera plus exigée immédiatement pour les réserves de recrutement.

Un étudiant qui arrive à la fin des études et qui a toujours réussi pourra postuler avant d'avoir obtenu son diplôme final.

C'est seulement lorsqu'il sera appelé à entrer en fonctions qu'il devra faire la preuve qu'il possède le diplôme requis.

Le membre qui avait soulevé cette question se déclare satisfait.

Le chômage.

Les renseignements suivants ont été fournis à la Commission :

Pour l'année 1957, la moyenne journalière des chômeurs a atteint 116.810 unités.

Ce chiffre se décompose comme suit :

63 % des chômeurs sont âgés de plus de 50 ans;

9 % des chômeurs de moins de 50 ans sont invalides à plus de 33 %.

La moyenne journalière du nombre de chômeurs a évolué comme suit depuis 1953 :

Op verzoek van een lid herinnert de Minister van Financiën eraan dat de 25/55^{ste} van de globale opbrengst van de conjunctuurtaks voor economische doeleinden van algemeen belang zijn bestemd. Het betreft hier voor het ogenblik een bedrag van ongeveer 700 miljoen.

Ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Wat betreft de ziekte- en invaliditeitsverzekering hebben de maatregelen die in 1957 werden genomen, een gelukkige invloed gehad op de financiële toestand.

Volgens de laatst bekende cijfers zal de ziekteverzekering in 1957 een overschot opleveren. Maar de Nationale Kas voor Invaliditeit zal met een tekort sluiten, dat niet geheel door het boni van de ziekteverzekering gecompenseerd zal kunnen worden. Toch mag op goede gronden worden aangenomen dat, behoudens onvoorziene omstandigheden, het financieel evenwicht voor de gezamenlijke ziekte- en invaliditeitsverzekering binnen korte tijd hersteld zal zijn.

De Eerste-Minister brengt in herinnering dat het krediet van 500 miljoen dat op de begroting voor het dienstjaar 1957 was uitgetrokken, werd geschrapt om besparingen te doen. Doch als gevolg van de Aziatische griepidemie moest een bedrag van 300 miljoen frank op het feuilleton van de bijkredieten worden uitgetrokken.

Aanwerving van ingenieurs.

Dit probleem heeft een oplossing gekregen, maar de Regering heeft bovendien beslist dat voor de wervingsreserves niet onmiddellijk meer een afschrift van de diploma's zal worden geëist.

Een student die aan het einde van zijn studies is en die altijd geslaagd is, zal zich kandidaat kunnen stellen alvorens zijn eindexamen behaald te hebben.

Eerst wanneer hij in dienst wordt geroepen, zal hij moeten bewijzen dat hij het vereiste diploma bezit.

Het lid dat dit probleem had ter sprake gebracht, verklaart hiermede genoegen te nemen.

De werkloosheid.

Aan de Commissie werden de volgende inlichtingen verstrekt :

In 1957 bedroeg het aantal werklozen gemiddeld 116.810 per dag.

Dit cijfer valt als volgt uiteen :

63 % van de werklozen zijn meer dan 50 jaar oud;

9 % der werklozen beneden 50 jaar zijn meer dan 33 % invalide.

Het dagelijks gemiddelde van het aantal werklozen geeft sinds 1953 de volgende ontwikkeling te zien :

Année — Jaar	Chômeurs complets — Volledig werklozen			Chômeurs partiels — Gedeeltelijk werklozen			Totaux — Totaal		
	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Total — Totaal	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Total — Totaal	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Total — Totaal
1953	116.625	66.989	183.614	41.342	20.851	62.193	157.967	87.840	245.807
1954	107.458	59.468	166.926	40.216	17.610	57.826	147.674	77.078	224.752
1955	75.121	41.368	116.489	39.115	16.794	55.909	114.236	58.162	172.398
1956	61.382	29.652	91.034	40.035	13.707	53.742	101.417	43.359	144.776
1957	55.698	22.162	77.860	27.595	11.355	38.950	83.293	33.517	116.810

Bien que durant la période d'hiver le chômage soit mouvant en raison des conditions climatiques qui, dans certains secteurs comme celui de la construction, réglementent en fait le travail et qu'il est malaisé de tirer des conclusions valables de la comparaison des chiffres d'une année à l'autre, l'on doit néanmoins être attentif à l'augmentation, bien que légère, du chômage complet depuis octobre 1957.

Ces derniers temps des licenciements assez nombreux ont eu lieu, notamment dans le secteur du textile et des carrières.

Hoewel de werkloosheid gedurende de winter schommelt met de weersomstandigheden, die, in bepaalde sectoren zoals het bouwbedrijf, feitelijk de werkgelegenheid beheersen, en hoewel uit de vergelijking van de verschillende jaarcijfers moeilijk betrouwbare conclusies te trekken zijn, verdient de, zij het ook lichte stijging van het aantal volledig werklozen sinds 1957 niettemin de aandacht.

De jongste tijd werden, met name in de textielsector en in de steengroeven, vrij veel arbeiders afgedankt.

Evolution du chômage complet
—
Ontwikkeling van de volledige werkloosheid

	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Septembre. — <i>September</i>	162.045	125.179	81.436	66.007	63.338	—
Octobre. — <i>October</i>	163.607	119.255	82.137	66.257	64.241	—
Novembre. — <i>November</i>	185.999	134.378	96.632	73.864	79.931	—
Décembre. — <i>December</i>	214.594	155.203	115.049	89.207	98.282	—
Première semaine de janvier. — <i>Eerste week van Januari</i>	227.008	238.005	181.160	137.123	102.051	114.383
Deuxième semaine de janvier. — <i>Tweede week van Januari</i>	226.537	235.758	181.284	138.211	101.612	114.328

Le budget des services du Premier Ministre a été admis par 9 voix contre 7.

Le présent rapport est admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
H. HARMEGNIES.

Le Président,
P. DE SMET.

De begroting van de diensten van de Eerste-Minister is aangenomen met 9 tegen 7 stemmen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
H. HARMEGNIES.

De Voorzitter,
P. DE SMET.

ANNEXES.

Régularisation des temporaires.

Nombre de régularisations effectuées au 31 décembre 1957.

1. Régime de 1947-1948 :

français	: 2.241
néerlandais	: 2.154
Total	: 4.395

2. Régime de 1951 :

français	: 2.599
néerlandais	: 4.206
Total	: 6.305

3. Régime de 1953 :

français	: 10.624
néerlandais	: 12.398
Total	: 23.022

Total général des 3 régimes de régularisation :

français	: 15.464
néerlandais	: 19.758

Total général : 35.222

Etat actuel du problème de la régularisation des temporaires et des questions connexes.

1. La régularisation proprement dite est pratiquement terminée.

2. Le Gouvernement s'est attelé dès lors à régler certaines questions connexes qui doivent assainir complètement la situation qui avait été créée par la présence massive d'agents temporaires dans les cadres des ministères.

Il s'agit notamment :

a) de la mise en place définitive et de l'utilisation adéquate des agents régularisés (problème de l'affectation) ;

b) de l'organisation de leur carrière en vue des mouvements de promotion (problème de la prise de rang).

Ont ainsi vu le jour :

1. Un arrêté royal du 17 juillet 1957 fixant pour tous les agents régularisés une prise de rang telle qu'ils pourront se présenter d'emblée aux examens d'avancement et éventuellement être promus.

Cet arrêté permet également de valider les résultats obtenus à des examens déjà subis par des agents qui, réglementairement, n'avaient pas l'ancienneté voulue.

BIJLAGEN.

Regularisatie van de tijdelijken.

Aantal regularisaties op 31 December 1957.

1. Regeling 1947-1948 :

Frans	: 2.241
Nederlands	: 2.154
Totaal	: 4.395

2. Regeling 1951 :

Frans	: 2.599
Nederlands	: 4.206
Totaal	: 6.305

3. Regeling 1953 :

Frans	: 10.624
Nederlands	: 12.398
Totaal	: 23.022

Algemeen totaal voor de drie regularisatieregelingen :

Frans	: 15.464
Nederlands	: 19.758

Algemeen totaal : 35.222

Huidige stand van het probleem van de regularisatie der tijdelijke ambtenaren en van de daarmee samenhangende kwesties.

1. De eigenlijke regularisatie is praktisch beëindigd.

2. De Regering heeft zich bijgevolg ingespannen om bepaalde daarmee samenhangende kwesties te regelen ten einde de toestand, ontstaan ingevolge de aanwezigheid van een zeer groot aantal tijdelijken in de kaders van de ministeries, geheel te saneren.

Het gaat hier met name :

a) om de definitieve diensttoewijzing en de gepaste aanwending van de geregulariseerde ambtenaren (probleem van de diensttoewijzing) ;

b) om de organisatie van hun loopbaan met het oog op hun eventuele promotie (probleem van de rang).

Kwamen aldus tot stand :

1. Een koninklijk besluit van 17 Juli 1957 waarbij voor alle geregulariseerde leden van het Rijkspersoneel een zodanige rangneming wordt bepaald dat zij dadelijk kunnen deelnemen aan de bevorderingsexamens en eventueel bevorderd worden.

Op grond van dit besluit kunnen ook de uitslagen bekrachtigd worden van de examens afgelegd door personeelsleden die volgens het reglement de vereiste anciënniteit niet bezaten.

2. Un arrêté général d'affectation daté du 15 octobre 1957, et fixant les modalités suivant lesquelles les agents régularisés seront, si ce n'est déjà pas le cas, affectés à des emplois correspondant au grade obtenu par la régularisation; cet arrêté royal est complété par un arrêté ministériel du 16 octobre 1957.

3. Un arrêté royal daté du 24 décembre 1957, particulier aux services de l'ancien ministère de la Reconstruction et qui aura pour effet de stabiliser provisoirement le personnel dans ces services — afin de ne pas retarder la liquidation — tout en leur donnant des possibilités normales de promotion.

L'application de ces divers textes est en cours et se développe normalement.



Problème des fonctions supérieures.

Proposition de loi déposée par MM. De Man et Cts (228). — Proposition de loi déposée en 1955-56 par MM. De Gent et Cts (434). — Proposition de loi déposée en 1955-56 par MM. Lahaye et Cts (400). — Intervention directe de M. le Sénateur Wiard.

Portée : Permettre la régularisation dans une catégorie égale ou se rapprochant de celle dans laquelle les fonctions temporaires ont été exercées, des agents qui ne possèdent pas le diplôme requis pour ces catégories.

La solution : Le gouvernement désire apporter une solution à ce problème. A cet effet, il fera examiner cas par cas, par la commission qui s'est déjà occupée des cas spéciaux situés dans le cadre de la régularisation et les soumettra ensuite à la décision du Premier Ministre. Il suffit, à cet effet, aux fins d'éviter toute critique au sujet de la base juridique sur laquelle serait fondée la compétence de la dite commission, de prendre un nouvel arrêté royal.

En effet, il ne s'agit plus des cas spéciaux rentrant dans le cadre des mesures de régularisation, puisque les intéressés sont déjà nommés à titre définitif, mais bien de cas spéciaux qui se situent dans le cadre de l'A.R. du 12 avril 1950 relatif à l'exercice de fonctions supérieures.

Il est envisagé ainsi de prévoir par un arrêté que la commission sera saisie du cas des agents qui ont exercé, pendant une durée suffisamment importante, des fonctions dans une catégorie supérieure à celle dont relève leur grade définitif.

Cette commission examinera les titres des intéressés et émettra ensuite un avis au Premier Ministre, lequel pourra ensuite accorder aux intéressés la dispense du concours d'accès conduisant à la catégorie immédiatement supérieure à celle à laquelle ils appartiennent.

Ainsi les intéressés ne devront pas se soumettre à de nouvelles épreuves. Les administrations procèdent en ce moment à l'établissement des listes des agents que la mesure intéresse, aux fins de déterminer le plus rapidement possible le délai qui doit être imparti à la commission pour terminer ses travaux.

2. Een koninklijk besluit dd. 15 October 1957 betreffende de dienstaanwijzing, dat de voorwaarden bepaalt waarin, zo dit nog niet gebeurd is, de geregulariseerde ambtenaren aangewezen worden voor functies die overeenstemmen met de bij de regularisatie bekomen graad; dit koninklijk besluit is aangevuld bij een ministerieel besluit van 16 October 1957.

3. Een koninklijk besluit van 24 December 1957 met betrekking tot de diensten van het vroegere ministerie van Wederopbouw, waardoor het personeel van die diensten voorlopig gestabiliseerd wordt — ten einde de vereffening niet te vertragen — doch tevens normale promotiemogelijkheden bekomt.

De toepassing van die verschillende teksten verloopt normaal.

Het probleem van de hogere functies.

Wetsvoorstel ingediend door de heer De Man c. s. (228). — Wetsvoorstel ingediend in 1955-1956 door de heer De Gent c.s. (434). — Wetsvoorstel ingediend in 1955-1956 door de heer Lahaye c.s. (400). — Directe tussenkomst van Senator Wiard.

Strekking : De regularisatie mogelijk maken, in dezelfde of ongeveer dezelfde categorie als die waarin de tijdelijke functies werden uitgeoefend, van de ambtenaren die het daartoe vereiste diploma niet bezitten.

De oplossing : De Regering wenst dit probleem op te lossen. Met dat doel zal zij elk geval afzonderlijk laten onderzoeken door de Commissie die zich reeds heeft beziggehouden met de speciale gevallen binnen het kader van de regularisatie en zal zij die vervolgens voor beslissing aan de Eerste-Minister voorleggen. Om elke critiek te voorkomen op de juridische grondslag, waarop de bevoegdheid van genoemde commissie zou steunen, volstaat het een nieuw koninklijk besluit te nemen.

Het gaat hier immers niet langer om speciale gevallen die onder de regularisatiemaatregelen vallen, aangezien de betrokkenen reeds definitief benoemd zijn, maar wel om speciale gevallen waarop het koninklijk besluit van 12 April 1950 betreffende de uitoefening van hogere functies van toepassing is.

Het besluit zou bepalen dat bij de commissie zullen aanhangig gemaakt worden de gevallen van personeelsleden die voldoende lang functies hebben uitgeoefend in de naasthogere categorie van hun definitieve graad.

Deze commissie zal de aanspraken van de betrokkenen onderzoeken en een advies uitbrengen bij de Eerste-Minister, die deze ambtenaren kan vrijstellen van het vergelijkend examen tot de naasthogere categorie van die waartoe zij behoren.

Aldus zullen de betrokkenen geen nieuwe examens moeten afleggen. De besturen maken op dit ogenblik de lijsten op van de ambtenaren die voor deze maatregel in aanmerking komen, opdat zo spoedig mogelijk de termijn zou kunnen bepaald worden binnen welke de commissie haar werkzaamheden moet beëindigen.